

Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes

Nous vous remercions de nous offrir la chance de collaborer avec vous pour mettre fin à la violence faite aux femmes. Nous sommes des intervenantes de première ligne en maison de transition à l'Ishtar Women's Resource Society (IWRS). Nous travaillons auprès de femmes et d'enfants qui ont été victimes de violence conjugale. L'IWRS offre de nombreux services aux femmes et aux enfants de notre collectivité de Langley, en Colombie-Britannique. Citons entre autres les deux maisons de transition (Libra et Ishtar), le counseling pour les femmes, le counseling pour les enfants, les services aux victimes, les campagnes de sensibilisation et les collectes de dons.

Étant l'une des premières maisons de transition au Canada, Ishtar accompagne des femmes et des enfants depuis plus de 45 ans. Nous estimons que, pour avoir eu l'honneur et le privilège de travailler auprès des femmes et des enfants pendant des décennies, nous avons par le fait même la responsabilité de diffuser ce qu'ils nous ont appris. Nous les avons écoutés nous raconter ce qu'ils ont vécu afin de savoir ce qu'ils viennent chercher auprès de nous, et nous avons ainsi pu repérer les lacunes dans nos services.

En tant qu'organisation féministe, nous savons aussi que, pour saisir la situation des femmes, il est essentiel d'aller voir où s'entrecroisent les diverses formes d'oppression qu'elles subissent. Certes, toutes les femmes sont à risque de subir de la violence, mais nous savons que le risque est plus grand pour celles qui sont marginalisées. Cette situation s'explique par la discrimination à laquelle elles font face et qui est fondée sur des facteurs tels que la race, la classe, le sexe et l'identité sexuelle, l'orientation sexuelle et les capacités. À notre avis, il faut absolument comprendre ces faits pour pouvoir cerner les divers besoins des femmes et des enfants canadiens touchés par la violence conjugale qui se tournent vers les refuges et les maisons de transition.

Écart actuel entre les places demandées et les places offertes dans les refuges et les maisons de transition

Nous recevons continuellement plus de demandes de places que ce à quoi nous pouvons répondre en raison du manque de financement. Nos deux maisons de transition fonctionnent régulièrement en surcapacité. En 2017, pour les deux maisons, nous avons dû refuser plus de 1 500 femmes et plus de 620 enfants victimes de violence qui avaient besoin d'un endroit sûr où rester. Nous savons que les femmes et les enfants qui quittent leur foyer sont plus à risque d'être tués par le partenaire intime, surtout s'ils n'ont pas d'endroit sûr où aller. Nous savons aussi que les femmes et les enfants qui survivent après avoir laissé un partenaire violent sont souvent forcés de prendre des décisions impossibles par manque de soutien et de ressources financières. Les femmes sont souvent exposées à un risque de violence encore plus grand à cause des choix qui s'offrent à elles, qui sont notamment de se tourner vers le travail du sexe, de retourner auprès de leur partenaire violent ou de rester dans une situation de violence.

À l'heure actuelle, dans notre collectivité et dans les collectivités environnantes, nous continuons de voir les répercussions du démantèlement systématique par le dernier gouvernement provincial d'une bonne partie de notre filet de sécurité social. La crise du

logement n'a fait qu'aggraver les choses. Des changements sont certes à venir grâce à l'augmentation du financement provincial, mais il faudra tout de même des années pour rétablir la situation. Et c'est maintenant que les femmes ont besoin de se loger.

Les maisons de transition tâchent par ailleurs de combler l'écart créé par la crise du logement, qui a fait augmenter le nombre de femmes seules qui sont des aînées, qui sont des itinérantes chroniques, qui consomment de la drogue ou qui sont aux prises avec des problèmes de santé mentale. D'après ce que nous révèlent les femmes qui nous viennent des refuges mixtes pour sans-abris, elles ne se sentent pas en sécurité lorsqu'elles doivent partager un espace avec des hommes et elles sont souvent victimes de violence lorsqu'elles se rendent dans les refuges pour sans-abris.

Solutions et recommandations pour le gouvernement du Canada

Pour agir le plus efficacement possible sur l'état de crise dans lequel nous nous trouvons actuellement, il nous faut mettre au point un plan stratégique axé sur des solutions à court, à moyen et à long terme. Grâce aux solutions à court terme, toutes les femmes qui cherchent un lieu sûr pour elles-mêmes et leurs enfants auront accès à ce genre d'endroit dans la collectivité de leur choix, et ce, dès leur première demande d'aide, qu'elles se situent dans une collectivité rurale éloignée ou dans un grand centre urbain. Pour ce faire, il faut une multitude de services qui répondent aux divers besoins des femmes. Bien qu'il faille aussi explorer des solutions à moyen et à long terme, nous vous proposons ci-dessous des mesures d'aide immédiate :

- ✓ Mettre en application les recommandations des collectivités autochtones dont nous occupons les terres. Les programmes doivent mettre en priorité les besoins des femmes autochtones.
- ✓ Instaurer divers programmes qui contribuent à soutenir les femmes aux prises avec des problèmes de toxicomanie ou de santé mentale ainsi que des services à l'intention des femmes qui ne se sentent pas en sécurité lorsqu'elles partagent un espace avec des consommatrices ou chez qui cela suscite une réaction.
- ✓ Financer et créer davantage de refuges pour sans-abris réservés aux femmes et aux enfants.
- ✓ De nombreuses femmes refusent de se sortir d'une situation de violence par crainte que leurs animaux de compagnie soient gravement maltraités ou négligés si elles les laissent derrière elles. Il y a très peu de ressources pour soutenir les femmes dans ces types de situations, et l'augmentation du nombre de maisons de transition qui acceptent les animaux changerait complètement la donne.
- ✓ Prendre des mesures immédiates aux échelons municipal, provincial et fédéral pour veiller à ce que les femmes et les enfants aient accès à un logement sûr, abordable et viable. Tous les ordres de gouvernement doivent se concerter pour exiger que, dans les nouveaux complexes immobiliers, un certain pourcentage d'unités soient des logements locatifs abordables ou des logements loués avec option d'achat.
- ✓ Mettre en place une allocation fédérale pour le logement semblable à l'Allocation canadienne pour enfants afin de remettre davantage d'argent directement aux femmes pour qu'elles puissent choisir où se loger.
- ✓ Offrir des suppléments fédéraux au loyer pour aider à ramener le coût du loyer à 30 % du revenu des personnes et ainsi rendre le logement plus abordable.
- ✓ Imposer un plafond sur les hausses de loyer afin de contribuer à réduire l'écart entre ce qu'il en coûte réellement pour se loger et ce que les gens qui vivent à la limite ou en dessous du seuil de la pauvreté peuvent se permettre de payer.

- ✓ Créer d'autres logements subventionnés à long terme.
- ✓ Mettre en place un salaire de subsistance.

Respectueusement soumis,
Au nom de l'Ishtar Women's Resource Society,
Jenni Salmon, B.Serv.Soc., TSA
Katelyn Pesut